

Alain Berset

Alain Berset vit le jour le 9 avril 1972 à Fribourg, de père enseignant et de mère libraire, alors âgée de 19 ans. Sa soeur naquit 18 mois plus tard. Ils habitèrent Grolley, Massonnens et, depuis 1976, Belfaux, une maison au bord de la route, achetée par son grand-père maréchal-ferrant. Il se sent attaché à ce village et à ses habitants, comme à un camp de base stable d'où il a ensuite rayonné. Ce fut l'Amérique du Sud et le Brésil à 19 ans, où il partit pour « passer une année à quelque chose d'utile », et enseigna notamment le piano jazz dans un petit conservatoire, avant d'entrer à l'Université de Neuchâtel et d'obtenir, en 1996, une licence en sciences politiques avec toutes les options en économie politique et publique. Son doctorat en économie est quasiment terminé et il espère le déposer cette année.



Choqué par l'inégalité dans la répartition des richesses et soucieux de renforcer les liens entre cantons trop renfermés, Alain Berset joue politiquement sur plusieurs niveaux. Les conditions de vie qu'il découvre au Brésil lors de son voyage à 19 ans expliqueront une grande partie de son engagement politique à gauche dans le but de « faire changer les choses » et pour « trouver des solutions aux problèmes qui se posent ». L'inégalité dans la répartition des richesses, qui l'avait frappé au Brésil, Alain Berset se rend compte qu'elle est aussi l'apanage de notre pays. Il combat le paquet fiscal (voir encadré) et soutient le rabais en faveur des familles (voir encadré). "Dans une équipe de foot, pour être bon, il faut jouer collectif. Il en va de même dans la société à long terme. C'est ça le postulat de la gauche. "

L'action au Parlement

Il consacre l'essentiel de son temps à son mandat de conseiller aux Etats, siégeant quatre fois trois semaines par année, ne rechignant pas à entrer dans 7 commissions et quelques groupes d'intérêts (voir encadré). Cela lui permet de connaître chacun de ses collègues ainsi que les conseillers fédéraux, d'être vraiment au point sur les dossiers et d'être actif au Parlement. Il a déposé en mars deux interventions auprès du Conseil des Etats au sujet de la politique régionale, dossier très important qui va concerner le canton ces prochaines années. « J'aurais pu attendre que ça arrive et puis après courir un petit peu derrière... mais j'ai déposé les textes à l'avance pour avoir une influence dans un sens qui soit favorable au canton de Fribourg. » Amenant avec lui à Berne « une vie tout à fait normale, un revenu tout à fait normal », « confronté à des problèmes que la grande majorité des gens ont aussi », il « essaie d'apporter au Conseil des Etats une vision politique... ».

Au contact avec la population

Si le premier axe de son « faire de la politique AUTREMENT », explique Alain Berset, est son action au Parlement, le second axe c'est le contact avec la population, d'un côté en étant à l'écoute des gens et bde l'autre côté en leur rendant des comptes sur ce qu'il fait. Par souci de transparence il crée sur Internet son propre site. Il va en faire une base de données qui sera tenue à jour pendant les 4 ans de son mandat. Avec le conseiller national Christian Levrat, il a mis en place des rencontres avec les gens appelées « Café National », où il explique ce qu'on fait à Berne, comment ça fonctionne et les décisions qui sont prises, où il discute sur les sujets chauds : « On raconte aux gens pas tellement ce qu'ils savent déjà, mais plutôt les dessous, les coulisses de la politique. » Les rencontres se font, chaque fois dans un autre district, quatre fois par année, le dernier jeudi de la session parlementaire, la veille des votes finaux, à un moment où ces discussions ouvertes pourraient encore avoir une influence sur le vote.

Rester pour mieux défendre

Mais l'UDC n'est-elle pas tout aussi proche de la population ? Alain Berset pense que non, que beaucoup de gens votent pour l'UDC sans se rendre compte que ce parti, « pour les questions économiques et d'emploi, défend des positions qui sont complètement contraires à leurs intérêts de salariés et de travailleurs ». Ce n'est cependant pas une raison pour que les socialistes quittent le Conseil fédéral actuellement. En effet selon Alain Berset, il ne faut pas laisser la place à d'autres représentants de droite au Conseil fédéral, alors que la situation s'est détériorée pour bon nombre d'entre nous : pouvoir d'achat diminué, absence de croissance, chômage, et que grandes sont les attentes de la population. D'autant plus

qu'« il est parfaitement possible de mener une politique d'opposition au Parlement, même parfois assez dure, avec une présence au Conseil fédéral », comme par exemple, raconte Alain Berset, « quand les socialistes ont contredit publiquement Moritz Leuenberger sur l'initiative sur La Poste ». Heureux et à l'aise... C'est le rôle d'un conseiller aux Etats de défendre son canton et sa population. D'ailleurs « l'intérêt du canton est l'intérêt de la population fribourgeoise en tant que société fribourgeoise ». Le conseiller aux Etats n'est pas un représentant du gouvernement. Il vote sans instruction, en son âme et conscience. « Je suis très heureux de ce que j'ai trouvé là. Je n'ai été ni surpris ni démonté par le fonctionnement de ce Parlement, je me sens très à l'aise au Conseil des Etats » nous dit le jeune conseiller qui a moins de la moitié de l'âge moyen de ses collègues.



... au Conseil des Etats

Malgré des prises de positions plus à droite que le Conseil national sur les questions économiques et financières, le Conseil des Etats, où les conseillers sont beaucoup moins nombreux (46) qu'au Conseil national (200), peut se montrer plus ouvert sur des questions de société. Il a par exemple voté l'entrée en matière sur le projet de révision de la loi sur les stupéfiants, qui envisage la dépénalisation du cannabis, à laquelle est favorable Alain Berset, au vu de l'échec du système répressif actuel. La différence entre les deux Chambres réside également dans le fait qu'au National ce sont plus des partis qui s'affrontent, alors qu'aux Etats ce sont des personnes : « Il n'est pas usuel de dire, aux Etats, que l'on parle au nom d'un groupe. On parle en son nom propre. » Les débats y sont forcément moins dogmatiques et nécessitent une bonne argumentation, poursuit Alain Berset. Enfin il va de soi que dans cette Chambre des cantons on peut plus facilement invoquer la voix des cantons, d'autant plus que beaucoup d'anciens conseillers d'Etat y siègent. Des liens entre cantons Alain Berset est cofondateur du Conseil de Suisse occidentale qui travaille au « renforcement des liens entre cantons ». Fort d'un comité de 9 personnes et de 60 membres répartis en 4 commissions qui réfléchissent au développement économique régional et aux questions de fédéralisme, il est un lieu très ouvert d'échange entre des personnes de différents milieux professionnels et bords politiques, préoccupées de « formaliser les relations entre cantons pour contre le chacun pour soi ». Selon Alain Berset, la structure fédéraliste permet d'agir au niveau juste, mais la taille de certains cantons ne leur permet pas d'assumer des tâches particulièrement complexes. C'est pourquoi, au lieu de rester enfermés sur eux-mêmes ou de s'opposer à leurs voisins directs, les cantons doivent avoir des projets communs, comme par exemple le gymnase intercantonal de la Broye, mais sans aller jusqu'à la fusion.

Ni paquet fiscal, ni 11e révision de l'AVS

Pour les votations du 16 mai, Alain Berset ne souhaite qu'une chose : le rejet du paquet fiscal (voir encadré), et aussi de la 11e révision de l'AVS, qui marque un recul par rapport à la précédente, ne respecte pas le contrat passé qui promettait de mettre des moyens importants à disposition de la retraite flexible, et contredit ce que l'on voit sur le terrain, où les entreprises, qui n'arrivent déjà plus à employer des gens de 60 ans, ne veulent pas entendre parler d'augmentation de l'âge de la retraite.

Une pauvreté méconnue et inacceptable

Que penser de la nouvelle Constitution fribourgeoise qui sera soumise au peuple le 16 mai prochain? « Les sacrifices consentis ont été douloureux », dit-il, et il regrette de n'avoir pas pu réussir à convaincre la droite sur le salaire minimum, car actuellement « on a des gens dans ce canton qui travaillent à plein temps, 42 heures par semaine, et qui gagnent moins de Fr. 2000. – par mois! J'ai vu des cas. C'est vraiment choquant. 10 % des gens qui travaillent gagnent moins de Fr. 3000. – par mois. C'est inacceptable! » Malgré tout le texte soumis au vote populaire est un bon texte parce qu'« il correspond au Fribourg d'aujourd'hui, qui est peut-être un peu plus conservateur que ce que je souhaiterais moi-même » dit-il, et qu'« il est assez ouvert pour permettre des évolutions ». Le but de son engagement Quand on lui demande finalement le sens de son engagement politique, Alain Berset résume : « J'essaie de travailler en politique avec un but assez simple : que tout le monde puisse trouver sa place et vivre le mieux possible dans notre pays et dans notre canton ».

Propos recueillis par Michel Heimgartner et Cécilia Gasco

23.04.04